

## Un mai 2008 « horribilis » en Asie : d'une tragédie à l'autre

Remi Moreau

Volume 76, numéro 2, 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1106299ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1106299ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté des sciences de l'administration, Université Laval

ISSN

1705-7299 (imprimé)

2371-4913 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Moreau, R. (2008). Un mai 2008 « horribilis » en Asie : d'une tragédie à l'autre. *Assurances et gestion des risques / Insurance and Risk Management*, 76(2), 227–240. <https://doi.org/10.7202/1106299ar>

## **Un mai 2008 « horribilis » en Asie : d'une tragédie à l'autre**

**par Rémi Moreau**

Deux peuples vivant sous la coupe d'un régime autoritaire ont été frappés, à quelques jours d'intervalle, par une catastrophe naturelle d'une ampleur démesurée : l'Union du Myanmar, claquemurée, isolée du reste du monde, gouvernée depuis 1962 par une junte militaire omnipotente, et la Chine, une puissance économique en devenir, hôtesse des Jeux olympiques de 2008, beaucoup plus ouverte au monde, même si tout n'est pas parfait, qu'elle ne l'était autrefois sous le régime de Mao.

Au Myanmar, le cyclone Nargis, qui s'est abattu sur les côtes, le 3 mai 2008, aurait fait plus de 134 000 morts ou disparus, selon un décompte non officiel, 1 mois après la catastrophe. Le secrétaire d'État britannique estimait que le nombre de victimes était beaucoup plus important, peut-être 200 000, mais qu'il était impossible de vérifier. Il faut dire que ce pays est gouverné par une dictature militaire mégalomane, kleptomane, obnubilée par le culte du secret. N'a-t-elle pas déménagé manu militari, du jour au surlendemain, la capitale Rangoon à Naypyidaw, en pleine jungle, à la stupéfaction générale? Et assigné à résidence Aung San Suu Kyi, qui avait remporté les élections démocratiques en 1990, et annulé les résultats du scrutin? N'a-t-elle pas réprimé dans le sang les émeutes de 1988, puis la révolte des bonzes de 2007? Les troupes de la junte birmane ont semblé, depuis le début du passage du cyclone Nargis, plus nuire au secours que d'aider véritablement la population et leurs chefs distribuaient au compte-goutte et à leur crédit, l'aide étrangère qui parvenait difficilement à l'aéroport de Rangoon. Normalement, les programmes alimentaires et de secours internationaux doivent être en place trois

jours après une tragédie. Ce refus d'un régime, voulant tout cacher au reste du monde, d'ouvrir ses frontières à des fins humanitaires, malgré les appels répétés de l'ONU, tient de l'absurde le plus total.

De son côté, la Chine, l'Empire du Milieu, troisième puissance économique en devenir, l'hôte des Jeux de 2008, qui est la cible de toutes les attaques depuis les événements du Tibet, a exposé sans censure au monde entier l'ampleur du tremblement de terre du 12 mai, dans le Shichuan, une province en bordure des montagnes, qui aurait fait plus de 70 000 morts, selon un décompte non final, et elle est intervenue rapidement et massivement pour secourir les régions sinistrées. Que de chemin parcouru par l'oligarchie chinoise, qui a caché pendant longtemps le séisme de 1976 (240 000 morts) et la rupture, en 1975, des barrages de Banqio et de Shimantan (176 000 morts suite au désastre et aux épidémies qui ont suivi). En Chine, le président martelait que les opérations de secours étaient une priorité absolue et que les efforts devaient être déployés, à tous les niveaux, vers cet objectif. Quand tremble l'Empire du Milieu, il y a nécessairement beaucoup de morts. Finalement, le soulèvement du plateau tibétain pourrait avoir plus d'impact que le soulèvement du peuple tibétain. Sur le plan de l'assurance, les dommages assurés, extrapolés des pertes économiques estimées de 20 milliards de dollars, s'élèveraient jusqu'ici à 50 millions de dollars, mais l'ardoise totale pourrait frôler le milliard de dollars, selon certains modèles, la plus importante perte assurantielle dans l'histoire de la Chine.

Voici le résumé des événements tragiques qui ont frappé, en mai 2008, ces deux pays du sud-est asiatique, à la fois si semblables et si différents.

## **I. LE CYCLONE NARGIS AU MYANMAR**

**Nom : Union du Myanmar**

**Nom usuel : Birmanie**

**Capitale : Naypyidaw**

**Ville principale : Rangoon**

**Forme d'état : Dictature militaire**

**Superficie : 678 500 km<sup>2</sup>**

**Population : 46 986 207**

**Pib : 85 (en md\$ en 2006)**

**Religion principale : Bouddhisme**

**Devise nationale : Le bonheur se trouve dans une vie harmonieusement disciplinée**

Dès le passage du cyclone Nargis, au sud-est du Myanmar, le 3 mai, la junte militaire au pouvoir rapportait quelques 350 morts mais révisait dès le lendemain ses prévisions, les établissant à 7 000 morts. En cette journée fatidique, les vents violents soufflant à quelque 200 km/h ont ravagé les zones côtières du pays, principalement l'Irrawaddy, et dévasté les routes, les édifices, les maisons et les services publics. Des rapports officiels encore provisoires, au début de juin, ont fait état de 78 000 morts et 56 000 disparus, mais plusieurs experts internationaux sont d'avis que le bilan pourrait dépasser largement les 100 000 morts, alors que trois millions de rescapés et des millions de Birmans attendaient, résignés et fatalistes, l'aide internationale vingt-cinq jours après la catastrophe. Dans la seule localité de Labutta et les 63 villages voisins, au cœur du delta de l'Irrawaddy, environ 70 000 personnes seraient décédées, aurait affirmé le chef de l'un des arrondissements de Labutta. Le 23 mai, le secrétaire général de l'ONU négociait encore avec la junte militaire pour envoyer un émissaire sur place et pour tenter de la convaincre d'ouvrir davantage le pays à l'aide internationale et réussissait à convaincre la junte birmane d'ouvrir le pays à l'aide humanitaire étrangère afin de venir en aide aux 3 millions de Birmans frappés par le cyclone. Pendant la tempête, la ville de Rangoon, l'ancienne capitale, plongée dans l'obscurité, a fait l'objet de pillage. De plus, les pillards s'en sont pris allègrement pendant de nombreux jours aux survivants de la catastrophe. On a notamment retrouvé des corps dont les mains et les oreilles ont été tranchées, portant probablement des bagues et des boucles d'oreilles.

Au départ, les militaires au pouvoir, dont l'idéologie est occulte et xénophobe, ont accepté le principe de l'aide internationale, mais n'ont toléré aucune présence ni assistance humanitaire internationale dans les régions dévastées, sauf quelques centaines de travailleurs humanitaires asiatiques : « Les aides de n'importe lesquels pays sont acceptées, mais la distribution des secours peut être gérée par les autorités locales ». Point, à la ligne. Au Myanmar, les militaires contrôlent tout, par décret, même les tragédies, et les denrées indispensables sont pesées au trébuchet.

Un bateau de la marine militaire française, Le Mistral, est resté longtemps sur les côtes birmanes avec à son bord quelques 1 500 tonnes de secours, mais l'accès au pays lui fut refusé, la junte exigeant que toute aide lui parvienne par transports civils. La junte a également refusé l'accès aux bâtiments de la marine américaine chargés de produits de toute sorte.

Aucune équipe de secours n'a été acceptée dans le pays, sauf une assistance médicale de la part de pays asiatiques seulement, gérée

par l'ASEAN, la junte suspicieuse n'acceptant, au compte-gouttes, que les dons de vivres. Même les images de cette tragédie à huis-clos furent distribuées au compte-goutte. Le régime militaire s'est défendu de ne pas porter secours aux sinistrés et a dénoncé les « rumeurs » véhiculées par les pays occidentaux et par les traîtres de la nation. La junte a tourné en ridicule l'aide humanitaire en estimant que les sinistrés pouvaient se relever par eux-mêmes. D'ailleurs, 18 victimes auraient été arrêtées, un mois après le séisme, pour avoir osé se diriger vers des bureaux de l'ONU pour obtenir de l'aide humanitaire.

L'augmentation du nombre de Birmans qui sont décédés est certes due à la lenteur des secours, du manque d'eau potable et d'aliments de première nécessité, soit à cause des épidémies. Ce n'est que 12 jours après le sinistre qu'un premier avion américain, transportant 12 tonnes d'aide, fut autorisé à atterrir à Rangoon, suivant en cela l'avion cargo de Médecins sans frontières, transportant 34 tonnes de matériel d'assistance. La pire crainte qui a été évoquée ne fut pas celle que ces précieuses denrées n'aient été bloquées trop longtemps à l'aéroport, loin des zones sinistrées, mais qu'elles auraient été tout simplement mis sur le marché et vendu en toute impunité. Les sinistrés seraient peut-être victimes de détournement des maigres ressources qu'elles ont pu obtenir. Selon un communiqué des Nations unies, le 12 mai, les opérations de secours étaient alors largement insuffisantes et ne permettaient de répondre qu'à 10 % des besoins de la population.

La junte s'apprêtait, le 12 mai, au moment même où une autre catastrophe naturelle touchait cette fois la Chine, à proclamer le triomphe du référendum constitutionnel du 10 mai et se félicitait du vote massif dans tout le pays, ventant les « promesses du plus bel avenir ». Le nouveau projet de Constitution a été approuvé par 92,4 % des électeurs, à l'exception des zones touchées par le cyclone. La consigne du vote négatif de l'opposition n'a pas été suivie et le scrutin s'est déroulé en l'absence de tout contrôle extérieur. Les Birmans, résignés, n'ont droit à aucun espoir, même le plus mince, dans ce pays où les bicyclettes sont interdites, où la poésie est suspecte, où toutes les institutions politiques et financières sont sous l'égide d'une clique assoiffée de pouvoir et d'argent.

Deux semaines après le premier séisme, une dépression tropicale était en formation au large des côtes birmanes, susceptible de se transformer en ouragan et menaçant le delta de l'Irrawaddy, déjà fragilisé par Nargis et les pluies torrentielles qui se sont abattues par la suite sur la région. Heureusement, ce pronostic ne s'est pas confirmé.

La Birmanie évoque un monde de beauté, de paix, de poésie et de pureté mais aussi un monde fermé avec des dirigeants cruels. On pense tout de suite à la grande Dame, ainsi qu'on appelle Aung Suu Kuy, dont le père, le général Aung San est un héros de l'indépendance et qui fut assassiné par des rivaux en 1947. Le parti de madame Suu Kuy a remporté les élections démocratiques de 1990 par une marge de 82 % des sièges, mais n'ont pas été reconnues par le régime. Ce scandale lui a valu le prix Nobel de la paix l'année suivante. Elle vit depuis, sauf pour quelques années de libération, en résidence surveillée dans sa propre maison, une maison blanche de style colonial, nichée au fond d'un jardin envahi par les herbes folles. On pense encore aux pagodes blanches émergeant des rizières vert émeraude, aux maisons en bambous sur pilotis. On pense aussi surtout aux bonzes, à leur autorité morale, qui exaspèrent tant le régime, à leur dernière révolte, en 2007, et la prise d'assaut nocturne des monastères. Plusieurs milliers de moines, dépouillés de leur robe safran, ont été emmenés de force dans des camions militaires dans la prison d'État, Insein, une forteresse sinistre qui abrite 15 000 détenus et opposants politiques, où la torture fait partie de la routine. On ne les a jamais revus. De nombreux temples birmans désormais restent vides.

La rébellion de 1988 avait fait 3 000 morts. À l'origine, le général Than Shwe a décidé, sur des conseils astrologiques, de brûler tous les billets de banque en circulation et de les remplacer par de nouveaux billets portant des valeurs divisibles par 9, un chiffre mystique dans la numérogie birmane. Craignant qu'il soit sur la liste noire de Georges Bush, après l'invasion de l'Iraq, le « généralissime » Than Shwe, l'actuel chef de l'Union du Myanmar depuis 1992 (Birmanie est resté le nom courant) et également chef de la junte militaire, qui a tout d'Ubu roi, qui décide sur les conseils d'astrologues, a créé une nouvelle capitale, en pleine jungle marécageuse, Naypyidaw (en langue birmane « *Demeure des rois* »), à 320 kilomètres au nord de Rangoon. La nouvelle capitale, ornée de gigantesques statues, avec palais entourés de missiles et reliés à des tunnels souterrains, est fermée, isolée du monde extérieur et les fonctionnaires doivent faire un trajet de huit heures chaque fin de semaine pour voir leur famille.

Quarante pour cent du budget national est consacré à l'armée, 1 % à l'éducation, 0,4 % à la santé. La Défense engloutit presque la moitié du budget (artillerie, tanks, chasseurs, effectifs). Contre quelle nation le régime veut-il se protéger? Peut-être contre ses propres compatriotes!

Il y a 60 ans, la Birmanie était le premier producteur de riz au monde, aujourd'hui un habitant sur quatre vit dans la pauvreté. À la veille de la révolte de 1988, la junte au pouvoir avait doublé le prix du carburant. Tout investissement étranger doit faire l'objet d'un

partenariat avec les hauts gradés. Le PIB de la Birmanie était de 85 milliards de dollars en 2006, que s'accapare une fine tranche de la population. Il n'y a pas de vraie politique économique dans ce pays dominé par une économie noire. Les militaires gèrent tout ce qui est licite et illicite : tourisme, hydrocarbures, bois, métaux, transports, pêche, pierres précieuses, opium, héroïne et drogues de toute sorte, jeux, prostitution. Et aussi tous les services financiers, dont la banque et l'assurance. On ne tolère actuellement que la présence de Total, le plus gros investisseurs étranger, et le futur gazoduc chinois qui devrait rapporter un milliard de dollars par an à la junte. Comment dit-on « vol » en langue birmane ?

Le passage de Nargis sur les terres fertiles du delta du Myanmar, où est produit l'essentiel du riz qui nourrit la population birmane, a accentué la pénurie alimentaire, d'autant plus grave que la production mondiale du riz est actuellement en crise majeure.

Prenant exemple sur le régime chinois, un deuil national a été décrété du 20 au 22 mai 2008, soit près de 20 jours plus tard, sans que les secours internationaux n'aient accès aux sinistrés.

Sur un plan humanitaire, le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner lançait, devant l'inaction des généraux de la junte, un débat sur l'extension aux catastrophes naturelles du « principe de la liberté de protéger », lorsqu'un État refuse de secourir sa population, au grand dam des défenseurs de la souveraineté absolue de l'État, dont la Russie et la Chine. Adopté par l'ONU en 2005, ce principe vise les génocides et les crimes contre l'humanité, mais ne fait nullement référence à des situations de catastrophes naturelles.

Comment expliquer qu'aucun organisme national ou voisin n'ait détecté le cyclone dans les parages ? Comment expliquer qu'une tempête, si importante soit-elle, ait tout anéanti sur son passage, et fait tant de victimes. Il ne faut pas perdre de vue les effets de la concentration urbaine sur le littoral, la partie la plus riche de la Birmanie. Les sinistres majeurs, là comme ailleurs, cyclones ou tsunamis, sont imputables à des tempêtes ravageant les côtes et ces phénomènes naturels restent encore très difficiles à anticiper, sauf dans les pays les plus riches comme les États-Unis ou le Japon. Au Myanmar, la modélisation numérique pour prévoir l'intensité des cyclones, était aléatoire, même à trois jours près.

En outre, le recul des mangroves, forêts tropicales constituées de palétuvier, qui se développent dans les zones côtières, aurait aggravé l'impact du typhon. Pouvant atteindre 4 mètres de hauteur, elles peuvent largement aider à disperser l'énergie des tempêtes tropicales. Or, cet écosystème n'est pas bien protégé. Le gouvernement militaire a autorisé depuis 20 ans leur conversion en rizières.

La Birmanie a évalué à 10 milliards de dollars les dégâts occasionnés par Nargis, alors que l'aide internationale promise jusqu'ici ne dépasserait guère les 150 millions de dollars. Il demeure que cette aide est problématique, vu la mainmise du régime sur tout ce qui bouge monétairement, même les denrées destinées à des sans-abri. Quant à l'aide nationale, aucune garantie n'a été fournie par la junte sur un programme de réhabilitation économique des régions dévastées. Il n'est pas surprenant que les sommes obtenues de la communauté internationale pour les rescapés du cyclone Nargis sont de loin moins importantes que le deux milliard de dollars promis dans la semaine consécutive à la catastrophe pour les victimes du tsunami de 2004 dans l'océan Indien (230 000 victimes). Le monopole économique de la junte et l'utilisation illégale des sommes récoltées ont pu décourager les donateurs potentiels. Les observateurs estiment que la junte, qui se targue d'être en mesure de relever n'importe lequel défi, subira les retombées politiques et économiques à long terme de cette tragédie humaine.

Sur le plan de l'assurance, les dégâts causés par le cyclone Nargis n'auraient aucun impact significatif, puisque le pays est largement sous-assuré ou, disons-le, non-assuré. Aucun courtier d'assurance international n'y a pignon sur rue. La prime totale de l'industrie de l'assurance de dommages au Myanmar ne s'élevait qu'à 5 millions de dollars en 2004. L'isolement de ce pays, dominé par des militaires obtus et occultes, fait en sorte qu'il n'y a aucun investissement international, sauf le champ pétrolier du Yanada, qui se situait d'ailleurs dans le corridor cyclonique.

## **2. LE TREMBLEMENT DE TERRE DU SICHUAN, DANS LE SUD-OUEST DE LA CHINE**

**Nom : République populaire de Chine**

**Nom usuel : Chine**

**Capitale : Pékin**

**Ville principale : Shanghai**

**Forme d'état : République populaire (depuis 1949)**

**Superficie : 9 634 057 km<sup>2</sup>**

**Population : 1 321 851 888**

**Pib : 10 048 (en md\$ en 2006)**

**Religion principale : Bouddhisme**

**Devise nationale : Compter sur ses propres forces**



Les plaies au Myanmar étaient encore vives, lorsqu'un violent tremblement de terre, dont la magnitude se situait à 7,9 sur l'échelle de Richter, s'est produit le 12 mai dernier, dans le pays voisin, la Chine, faisant dans la province du Shichuan, au cœur de l'épicentre, plus de 70 000 morts, selon un décompte non final, qui fait également état de 20 000 disparus. On compte également près de 370 000 blessés, plus de 5 millions de sans-abri, 15 millions de personnes de personnes déplacées par crainte de la rupture de nombreux barrages et l'effondrement de quelque 6 millions de bâtiments. Il s'agit encore d'un bilan provisoire daté du 30 mai, rendu public le 20 mai par le Centre national de contrôle et de prévention des désastres du gouvernement chinois. L'épicentre a été localisé dans le district de Wenchuan (118 000 habitants) à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Chengdu, capitale du Shichuan, et ancienne capitale chinoise sous la dynastie Tang, une ville de 10 millions d'habitants, qui a ressenti une violente secousse mais ne compterait pas de victimes et qui n'aurait subi que de faibles dégâts matériels. Ce sinistre est le plus grave qu'ait connu la Chine depuis celui de Tangshan en 1976.

L'accès la région de l'épicentre fut très difficile, les efforts des secouristes se butant à la rudesse d'un milieu montagneux, où les routes sont devenues impraticables et les communications perturbées. Dans certaines villes de l'épicentre, dans la province de Sichuan, au sud-ouest de la Chine, en bordure des hautes montagnes tibétaines, tout a été rasé. A Hanwang, une ville de 70 000 habitants à 50 kilomètres de l'épicentre, tous les immeubles aux alentours, dont plusieurs écoles bondées d'enfants, ont été rasées et l'écroulement d'une usine de turbine à vapeur aurait tué d'un coup plusieurs milliers d'ouvriers. Plusieurs grandes villes comptent des milliers de morts : la ville de Deyang, la ville de Mianzhu, au Sichuan, Beichuan, à l'est de l'épicentre. 80 % des immeubles du district de Beichuan Quian (hôpitaux, écoles, usines et maisons) ont été rasés. Beychuan a également ordonné une évacuation totale de la population, soit plus de 1 million de personnes, par crainte du débordement d'un lac formé par des glissements de terrain après le sinistre. On rapportait que près de 900 étudiants ont été piégés et coincés sous les décombres d'une école effondrée de la ville de Shifang, entre Chengdu et Wenshuan. Les responsables locaux de Shifang estimaient que plus de 30 000 personnes étaient portées disparues ou injoignables. Les secouristes qui sont finalement parvenus, quatre jours plus tard, à Yingxiu, l'épicentre du séisme, ont découvert une ville de 10 000 habitants ensevelie sous les décombres, 2 000 personnes à peine ayant survécu, dont 1 000 étaient dans un état très grave. À Dujiangyan, on a dégagé une soixantaine de corps de jeunes Chinois tués dans l'écroulement du toit de leur école. Les autorités de cette province ont annoncé que 3 669 villes et localités ont été touchées par le séisme.

Outre le Sichuan, d'autres régions, situées sur une faille sismique sud-nord bordant le plateau tibétain, ont été touchées, quoique moins durement, soit les provinces du Shaanxi, du Gansu et du Yunnan et la vaste municipalité de Chongqing. Une mobilisation maximale des secours a été immédiatement annoncée et l'armée a été dépêchée pour assister les gouvernements locaux. En tout, plus de 150 000 policiers et soldats de l'Armée populaire de libération ont été déployés pour participer aux secours, aidée quelques jours plus tard par des équipes étrangères (du jamais vu!), dont le Japon. Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la région n'ont pas amélioré la situation. Les opérations de sauvetage ont pris l'allure d'une véritable course à la montre, trois jours après le sinistre, pour extraire des gravats le plus de survivants possibles.

Le tremblement de terre a été ressenti à des milliers de kilomètres, comme à Pékin, Shanghai, Hong Kong et Taipei (sur l'île de Taiwan). La tour Jinmao, à Shanghai, a aussitôt été évacuée après les premières secousses.

Par ailleurs, les autorités s'interrogèrent rapidement sur l'impact qu'aurait séisme sur le barrage hydroélectrique des Trois Gorges, à plusieurs centaines de kilomètres de Changdu, et son immense réservoir. Heureusement, aucun dégât externe n'y aurait été constaté. Une rupture de ce barrage, dans la province de Hubei, à la limite de la région montagneuse du Haut Yangzi, aurait des conséquences néfastes sur les cités riveraines du Yangtsé et ce à partir des écluses, et partout en aval du barrage jusqu'à Shanghai, où vivent 75 millions de personnes, notamment pour les villes de Changsha et Wuhan, qui comptent 9 millions d'habitants.

Mais un autre important barrage hydroélectrique, celui de Zipingpu, à quelque 50 kilomètres de l'épicentre, sur la rivière Minjiang, en amont de Dujiangyan, dans le Sichuan, aurait subi des fissures qualifiées « extrêmement dangereuses ». Près de 2 000 Chinois ont été dépêchés sur les lieux pour réparer les dommages et faire les inspections scientifiques à posteriori. Si le barrage avait cédé, la ville de Dujinagyan aurait été rayée de la carte. Mais d'autres barrages ont fait craindre le pire. Plus d'un million de personnes ont reçu l'ordre d'évacuer une région située en aval du barrage naturel de Tangiashan formé par le séisme. Quant au barrage de Xiangshui, il n'y aurait eu aucun espoir pour le réparer d'autant plus qu'il était menacé par un lac d'eau d'une hauteur de 100 mètres formé par le séisme. Tous les habitants ont été évacués. Selon le gouvernement, on a estimé qu'une centaine de barrages, 350 réservoirs et de nombreuses digues ont été fragilisés et que 35 lacs naturels formés par des glissements de terrain menaçaient de rompre à tout moment.

Il n'est pas inutile, dans ces quelques lignes, de dire quelques mots des projets hydro-électriques chinois, que dénoncent de nombreux experts et militants écologiques. Un pays à risque sismique comme la Chine qui a une frénésie des barrages hydrauliques, comme source pratique d'énergie renouvelable, risque à court ou moyen terme d'en payer le prix humain. Accablée par des problèmes de pollution, dus à deux décennies de croissance, la Chine veut qu'en 2020 15 % de sa consommation d'énergie proviennent de sources renouvelables. L'ampleur des projets n'est connu que partiellement et certains barrages seraient construits en secret, sans permis. Des situations dangereuses auraient été constatées dans 391 réservoirs de cinq provinces, selon la Commission nationale pour la Réforme et le Développement.

La sismicité du territoire chinois est l'une des plus fortes au monde. L'Inde pousse le plateau tibétain vers l'intérieur de la Chine et celui-ci exerce une pression à son tour sur la Chine centrale vers le nord et l'est. Selon les experts, le séisme du Sichuan serait lié à une poussée du plateau tibétain vers le nord et l'est. Le 12 mai dernier, le plateau tibétain fut soulevé par la pénétration de la plaque indienne dans la plaque eurasiennne – un phénomène qui a débuté il y a 50 millions d'années et qui a d'ailleurs créé la chaîne himalayenne – fut un terreau fertile par le passé à de nombreux séismes. Le plus meurtrier sur le plateau tibétain fit 230 000 morts en 1920 dans la province du Gansou (nord-ouest) et le plus récent est celui de 1970 dans la province du Yunnan (sud-ouest), tuant plus de 15 000 personnes. La Chine n'a pas non plus été épargnée dans d'autres régions. Plus au nord, à 200 kilomètres à l'est de Pékin, le terrible tremblement de terre du 28 juillet 1976, de magnitude 8, a fait plus de 242 000 morts et 164 000 blessés graves, selon les sources officielles chinoises, rasant d'un coup la ville industrielle de Tangshan. Quelques semaines plus tard, Mao Zedong mourait et la Révolution culturelle prenait fin. Les Chinois y voient un mauvais présage. Après les difficultés connues dans le dossier olympique relatif au Tibet, c'est la colère sourde des familles qui risque des problèmes. Le soulèvement du plateau tibétain risque d'avoir plus de conséquences que le soulèvement du peuple tibétain.

Cette forte sismicité chinoise force les autorités à revoir son programme d'étude des failles (sismotectonique), capable de d'identifier les zones dangereuses et réexaminer son réseau numérique, lancé en 2004, reliant 1200 stations sismiques principalement installées dans le centre du pays.

Depuis le premier choc du 3 mai, on aurait compté quelque 182 secousses, dont 28 avec une magnitude de plus de 5, qui ont fait trem-

bler sans cesse le Sichuan, suivant une faille sismique sud-nord. Mais on a craint, dans la nuit du 19 au 20 mai, un autre tremblement de terre de magnitude 8. Les gens étaient affolés et dormaient dans les rues, malgré la pluie, loin des maisons. La grande place de Chengdu fut transformée en dortoir à ciel ouvert. Une autre réplique sismique dans le Sichuan de 6,4 a provoqué la mort de six personnes le 28 mai et, à pareille date, une réplique de magnitude 5,7 a secoué le Shaanxi, une province voisine du Sichuan, berceau de la civilisation chinoise, endommageant certains sites archéologiques. Autre richesse naturelle, 80 % de l'environnement des pandas géants, une espèce en voie de disparition, a été endommagé ou détruit par le séisme qui a secoué le Sichuan, le territoire principal de quelque 1400 pandas, dont la réserve de Wolong.

Après la catastrophe, la Chine se disait prête à accepter l'aide extérieure, mais a jugé que les conditions n'étaient pas réunies pour permettre aux équipes de secours étrangères de se rendre dans les zones dévastées. Mais quelques jours plus tard, devant l'ampleur grandissante de la catastrophe, les autorités se sont montrées plus ouvertes. L'expertise du Japon en matière de tremblement de terre a été jugé essentielle. Force est de constater que la gestion de la catastrophe, Jeux olympiques obligent, contrairement à celle de la junte du Myanmar, est devenue plus transparente que par le passé et il faut saluer la réponse rapide des autorités chinoises à déployer des équipes pour venir en aide aux sinistrés. Deux heures à peine après le séisme, le premier ministre Jiabao, reconnaissant que la situation était extrêmement grave, était déjà dans la capitale régionale Chengdu pour donner le coup d'envoi aux opérations de secours. De son côté, le président Hu Jintao martelait à la télévision centrale que les secours étaient la priorité absolue du gouvernement et appelait les autorités à tous les niveaux à se concentrer sur cette tâche. Heureusement, les médias ont rapporté des histoires qui ont bien fini, comme celle d'une fillette de 3 ans qui a été sauvée après plus de 40 heures passés sous le corps de ses parents décédés ou celle d'un homme de 31 ans sortis des décombres après avoir passé 179 heures enseveli, ou encore celle d'une rescapée sexagénaire qui a passé 195 heures sous les décombres, survivant en buvant l'eau de pluie.

Que de chemin parcouru par l'oligarchie chinoise, qui a caché pendant très, très longtemps le séisme de 1976 (240 000 morts), dont le bilan ne fut publié que trois ans plus tard. L'ampleur du désastre (plus de 700 000 morts selon des sources occidentales), sans doute le séisme le plus meurtrier du XX<sup>e</sup> siècle, n'a été rendu public qu'en 2005. Il en fut de même de la rupture, en 1975, des barrages de Banqiao et de Shimantan (176 000 morts suite au désastre et aux épidémies qui ont suivi). C'était la première fois, lors des bilans successifs rendus

publics après le séisme, que le gouvernement chinois se livrait spontanément à une évaluation du nombre de morts lors d'une catastrophe. Le 20 mai, la Chine entamait trois jours de deuil national, une première dans l'histoire de ce pays car un tel deuil a toujours été réservé au décès d'un dirigeant national. Tous les sites et de jeux et de divertissement sur internet ont été suspendus. Journaux et autres sites internet ne s'affichaient qu'en noir et blanc. La flamme olympique qui avait été hissée au sommet de l'Everest, par sa face tibétaine, le 8 mai, quelques jours avant le séisme, a cessé alors de circuler pendant ce deuil national. Quelques jours avant l'ouverture des Jeux, la flamme se rendra au Sichuan, pour marquer la solidarité du pays envers la province dévastée.

Selon les autorités chinoises, la priorité des priorités de la nation devait aller aux enfants. Toutes les classes étaient pleines ce lundi après-midi, au moment du sinistre. Les enfants, ces « petits empereurs » qui grandissent gâtés et chouchoutés, sont précieux en Chine depuis que le gouvernement a interdit aux familles, il y a trente ans, d'avoir plus d'un enfant, afin de maîtriser la croissance démographique du pays, qui compte 1,3 milliard d'habitants. Il est vrai qu'au Sichuan, une zone rurale, la règle de l'enfant unique est plus souple.

Selon l'adage connu, une catastrophe n'arrive souvent jamais seule. Des pluies torrentielles ont frappé le sud de la Chine depuis le début de juin pendant plus de quinze jours, faisant 76 morts ou disparus et forçant l'évacuation de 1,7 million de personnes. De vastes superficies de culture ont été submergées. Les pertes économiques atteindraient 1,35 milliard d'euros selon un responsable gouvernemental. Une quarantaine de cours d'eau dans le pays menaçaient de déborder au moment où ces lignes furent écrites.

L'aide financière chinoise fut organisée dans les grandes et riches villes chinoises. Et, dans la capitale du Shichuan, Chengdu, la Ligue de la jeunesse communiste, creuset des futurs dirigeants de la Chine, organisait la récolte de dons en argent et en nature (tentes, couvertures, denrées, eau potable, médicaments, vêtements chauds). Un nombre important de bénévoles, une armée de volontaire, dans l'ensemble du pays, consacrent leur temps et énergie aux victimes du séisme. Dans les grandes compagnies, les employés doivent souvent inscrire leur nom et dons monétaires, tandis que les internautes dressent le classement des grandes entreprises contributrices. Les donations sont gérées par le gouvernement et la Croix-Rouge chinoise. Le gouvernement a autorisé la création d'un fonds spécial de près de 13,5 milliards de dollars pour soutenir les opérations de secours et de reconstruction. Les budgets de plusieurs ministères ont été mis à contribution.

L'aide internationale n'a cessé d'affluer en Chine. Strictement au niveau gouvernemental, le Canada a promis une aide d'environ un demi-million de dollars. Aux États-Unis, la Maison-Blanche a débloqué une aide initiale de 1,3 million de dollars. Le Japon, dont les liens avec la Chine voisine sont historiquement difficiles, a promis une aide de 500 millions de yens (3,1 millions d'euros). Même Taïwan a offert une aide d'urgence à son rival chinois tandis que le dalaï-lama, chef suprême du gouvernement tibétain en exil, accusé de tous les maux par la Chine, a salué la réponse rapide des autorités chinoises. L'aide internationale des organismes humanitaires n'est pas en reste. À titre d'exemple, les apports français, de l'ordre de 3 million d'euros, transitent dans un fonds de solidarité créé par la Chambre de commerce française à Shanghai, liée aux entreprises françaises qui oeuvrent en Chine.

Ce tremblement de terre bouleverse l'économie régionale et n'affecterait qu'un bassin de 10 millions de personnes. Cependant, sur le plan économique, l'économie du Sichuan ne pèse que 4 % du PIB du pays, ce qui est relativement faible. Les tempêtes de neige qui ont perturbé la Chine cet hiver ont été beaucoup plus coûteuses sur le plan économique. De plus, comment expliquer que les bâtiments qui se sont écroulés en premier étaient des édifices publics (hôpitaux et écoles), si ce n'est par la corruption des fonctionnaires du Parti voulant économiser sur les matériaux et les normes de construction. La colère des parents endeuillés gronde contre ces « bâtiments en tofu ». Dans le Sichuan, quelque 7 000 écoles se sont effondrées. Dans certains cas, les bâtiments environnants, plus âgés, sont demeurés intacts.

Cette catastrophe devrait provoquer un nombre beaucoup, beaucoup plus important de réclamations que celle du Myanmar. Le développement de la Chine, qui connaît une explosion de richesses et qui devrait rapidement devenir la troisième puissance mondiale, a fait en sorte que les populations urbaines sont beaucoup plus nanties et les édifices commerciaux sont mieux construits – avec ou sans l'aide d'un maître du Feng Shui – et plus coûteux. La valeur totale immobilière dans la capitale Chengdu, une agglomération de 10 millions de personnes, serait autour de 115 milliards de dollars. Mais la pénétration de l'assurance serait très faible dans cette mégalopole.

Il reste malgré tout une large part de non-assurance en Chine. Le fait que la force du séisme a été plus grande dans les régions montagneuses pourrait atténuer la sévérité des dommages. La firme de modélisation AIR estimait initialement à 20 milliards de dollars les pertes économiques et 10 milliards les dommages matériels résultant de la catastrophe (dont 9,5 milliards de pertes économiques par les entreprises) et estimait que les pertes assurables se situeraient entre

300 millions et 1 milliard de dollars US. Cet écart s'explique de deux façons. Il est encore tôt pour évaluer correctement les pertes assurables. De plus, de nombreux contrats d'assurance excluent les dommages dus aux tremblements de terre.

Les assureurs chinois auraient payé, du 12 mai au 12 juin, 28,7 millions d'euros d'indemnités selon la Commission de régulation des assurances de Chine, soit 16,1 millions d'euros d'assurance-vie et 12,6 millions d'euros d'assurances de dommages à la suite de quelque 250 000 demandes d'indemnisation.

Pour sa part, le surintendant d'assurance de la Chine a estimé jusqu'ici à 50 millions de dollars les pertes de vie, les dommages corporels et les dommages matériels assurés. Les dommages matériels assurés seraient similaires jusqu'ici aux dommages causés par les tempêtes hivernales de janvier 2008. Par voie de comparaison, les ouragans américains de 2005 ont coûté près de 45 milliards de dollars à l'industrie de l'assurance. En Chine, l'assurance ne pèse que 2,9 % par rapport à l'ensemble des produits domestiques intérieurs, soit 1,8 % en vie et 1.1 % en non-vie.